

Article 21 du Règlement

d'Oliver North et de Richard Secord, et on y retrouve exactement le même libellé que celui qui figurait sur le certificat utilisé par la société Trans World Arms, dont le bureau est situé au 5340 rue Ferrier, à Montréal. Cela démontre indubitablement que des entreprises canadiennes étaient impliquées dans l'opération secrète de la Maison-Blanche. Il faudrait tenir au Canada une enquête publique et élaborer une réponse canadienne au rapport de la Commission Tower concernant les affaires mettant en cause le Canada.

* * *

LES AFFAIRES PROVINCIALES

ON CRITIQUE DES MESURES FISCALES DU BUDGET MANITOBAIN

M. Felix Holtmann (Selkirk—Interlake): Monsieur le Président, mardi soir, les Manitobains ont pu constater ce que signifiait l'élection d'un gouvernement néo-démocrate. En effet, leur gouvernement a instauré les pires mesures fiscales de l'histoire de cette province. Plus de 80 p. 100 des Manitobains seront soumis à une ponction annuelle supplémentaire de 700 \$, la taxe de vente a été portée à 7 p. 100, les tarifs d'électricité ont subi une hausse de 4,7 p. 100 qui s'ajoute à celle de 5 p. 100 déjà annoncée. Imaginez, même une taxe sur les emplois de 2,25 p. 100. Les cigarettes, l'alcool, l'essence diesel, les matériaux isolants, les mets préparés à emporter—point sur lequel le NPD nous critiquait à la Chambre—pratiquement tout ce que le Manitobain ordinaire consomme est durement frappé.

Il y a pire, et c'est l'attitude de laisser-aller du NPD dans le domaine agricole. Dans le discours qu'il prononçait à Montréal la semaine dernière, le premier ministre du Manitoba donnait un peu d'espoir aux agriculteurs de sa province. Deux jours plus tard, cet espoir était complètement anéanti. Il est honteux que le gouvernement fédéral accorde plus de 500 millions de dollars sous forme de contributions directes aux agriculteurs manitobains, alors que le NPD ne réussit pas à aller au-delà d'un maigre 85 millions de dollars. Le NPD a déçu les agriculteurs du Manitoba et de tout le Canada et il en sera toujours ainsi.

* * *

● (1410)

L'ENVIRONNEMENT

LES CONSÉQUENCES D'UN PROJET D'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ AUX ÉTATS-UNIS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, dans les milieux qui s'intéressent aux pluies acides, on vient d'apprendre que la Potomac Electric Power Company a signé un contrat pour acheter de l'électricité pendant 18 ans à la Ohio Edison Company, sous réserve de l'approbation de la commission de l'énergie des États-Unis.

L'Ambassade du Canada s'est jointe au Conseil de défense des ressources naturelles pour déclarer que cette vente montre de quelle façon les échappatoires dans la loi américaine sur l'environnement permettent aux compagnies d'électricité de se

soustraire à l'obligation d'investir dans les mesures anti-pollution.

D'après M. Jim Wright, principale autorité en matière d'environnement à notre ambassade à Washington, et de l'avis des groupes soucieux de la protection de l'environnement, nos préoccupations découlent de ce que la transaction donne l'impression que ces services cherchent à court-circuiter l'objet de la *Clean Air Bill* adoptée pour nous assurer que les nouvelles centrales seront dotées de la meilleure technologie existante, de façon à réduire les émissions polluantes.

De toute évidence, ces services publics réussissent à contourner la réglementation en conservant les vieilles centrales désuètes qui ont été construites avant l'entrée en vigueur des nouvelles normes de contrôle de la pollution. Je prie instamment le gouvernement de protester officiellement contre ce projet qui causera des ravages supplémentaires dans l'environnement canadien.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—L'ANNONCE D'UN PROJET-PILOTE AUX ÉTATS-UNIS

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, il semble qu'on assiste enfin à un déblocage sur la question des pluies acides chez nos amis du Sud.

Le président Reagan a annoncé ce matin qu'il va mettre en oeuvre un projet-pilote de technologie de dépollution auquel il affectera 2,5 milliards de dollars, le secteur privé versant une contribution équivalente. Il pourrait bien s'agir de la percée tant attendue en matière de réduction des pluies acides sur le continent nord-américain.

Donnant suite aux recommandations du rapport conjoint des émissaires spéciaux sur les pluies acides, rendu public l'an dernier en janvier, le président assurera également la création d'un comité consultatif composé d'experts des deux pays. Il a de plus recommandé l'examen de la réglementation du gouvernement fédéral et des États américains, ce qui pourrait faire réduire encore davantage les émissions de bioxyde de soufre et d'oxyde d'azote.

Le premier ministre (M. Mulroney), tout comme le ministre de l'Environnement (M. McMillan) déployaient des efforts pour faire bouger le gouvernement américain sur cette question et il se pourrait que l'engagement pris aujourd'hui par le président soit le premier pas vers la sécurité de l'environnement.

Il faut espérer que les mesures annoncées aujourd'hui par le président ne représentent que le début d'une vaste initiative visant à enrayer les pluies acides.

* * *

LES FORÊTS

ON CRITIQUE DES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, le mois dernier, avant qu'il ne soit forcé de donner